

Editorial

La formation: un enjeu économique et social au centre de l'équilibre national

Pour présenter le point de la situation dans le domaine de la formation, de la recherche et de la technologie (FRT), il suffit de rappeler les constatations suivantes:

Depuis un quart de siècle, les investissements ont stagné, voire reculé. Cette tendance s'est renforcée au cours des dix dernières années.

Dans le même temps, le nombre d'étudiants du degré tertiaire (hautes écoles universitaires et HES) a crû dans de fortes proportions.

La coopération entre institutions a augmenté, avec à la clé une plus grande efficacité. Les politiques ne le savent et ne le reconnaissent pas suffisamment.

En ce qui concerne le Message FRT 2004–2007, il faut savoir que seule une augmentation des crédits de 6,5% à 10% peut entrer en ligne de compte. En dessous, nous jouerions à la roulette russe. Autre impératif, notre planification devrait s'étendre non plus sur quatre ans, mais sur une génération pour éviter des fluctuations à court terme dues aux aléas de la conjoncture et de l'état des finances fédérales.

Bien sûr, il est nécessaire de fixer des priorités et d'exploiter des synergies. Mais il nous faut aussi élaborer une stratégie claire à long terme à l'échelon national. Dans ce but, nous devrions faire preuve de courage pour redéfinir clairement, hors des sentiers battus, les compétences respectives de la Confédération, des cantons et des hautes écoles. C'est dans cette voie que nous devons résolument nous engager, si nous tenons à ce que la formation soit reconnue et appréciée – dans les faits et non seulement dans de vides déclarations d'intention – d'abord pour elle-même et ensuite aussi comme un facteur décisif dans le maintien de l'Etat social et d'une évolution économique et sociale fructueuse.

*Hans Widmer, Conseiller national,
membre du Bureau de Team Future*

Financement public de la R&D en Suisse: d'une politique financière à une stratégie politique

L'analyse du financement public de la recherche et développement (R&D) en Suisse de 1968 à 1998 montre une «très grande stabilité» sur l'ensemble de la période, mais une diminution nette sur les 10 dernières années. Le rapport réalisé par Benedetto Lepori (Université de la Suisse italienne) indique clairement que les investissements sont essentiellement déterminés par des considérations de politique financière et de conjoncture économique. Une conclusion qui fait réfléchir...

Dans le contexte de la préparation du Message 2004–2007 sur la formation, la recherche et la technologie (FRT), l'analyse des données en la matière pour les trente dernières années est éclairante.

On constate d'abord un point de rupture: après une embellie de plus de vingt ans à partir de la 2^e guerre mondiale, dès 1975 le financement public de la R&D (Confédération et cantons) n'augmente plus de manière si forte et, depuis la moitié des années 90, il est même stable, voire en légère diminution en termes réels... alors que le nombre des étudiants ne cesse d'augmenter.

Les raisons de cette tendance

Pourquoi une telle stagnation? L'une des réponses réside dans le constat que le montant des ressources disponibles pour le financement du système de la recherche et des hautes écoles dépend essentiellement de l'état des finances publiques, notamment celui de la Confédération. Depuis les années 70, la recherche n'est plus l'enfant chéri des finances fédérales; en cas de crise elle est soumise aux mêmes coupes budgétaires que les autres secteurs d'activité de l'Etat. Cela est d'ailleurs aussi visible dans les messages les plus récents sur l'encouragement de la recherche: des objectifs globaux d'évolution des dépenses pour ce domaine sont définis à partir de considérations de politique financière.

La conjoncture décide

De 1973 à 1983, la crise économique et financière entraîne un frein aux dépenses de la Confédération dans le secteur considéré. En plus, en 1978, le peuple refuse la nouvelle Loi sur l'aide aux universités et à la recherche, refus largement motivé par des questions de politique financière.

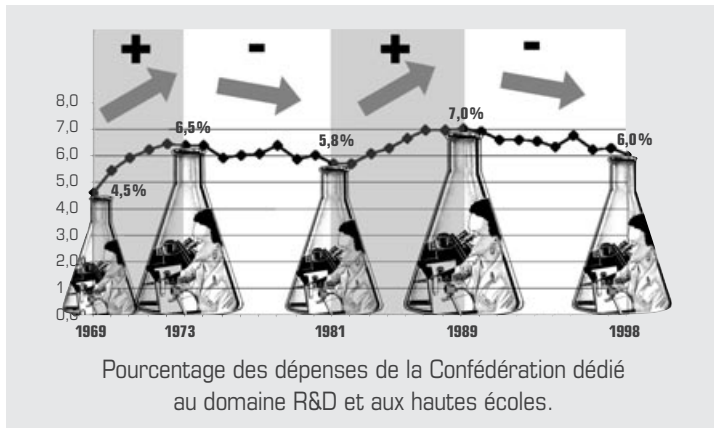
La période de 1983 à 1992 correspond à une situation favorable du point de vue économique qui permet une croissance soutenue des dépenses de R&D et pour les hautes écoles. A relever que les financements pour la recherche augmentent davantage que ceux pour les hautes écoles. Cette évolution est certainement aussi à mettre au compte, en partie, de l'entrée en vigueur – finalement – de la Loi sur la recherche en 1983.

Dès 1992 enfin, le système universitaire des hautes écoles et de la recherche se trouve confronté à une stagnation prolongée des moyens financiers disponibles; mais en termes réels (c'est-à-dire en intégrant l'inflation aux montants), les moyens disponibles ont régressé.

2003–2015: vers une stratégie politique?

On relèvera encore que le Message sur l'encouragement de la recherche pour les années 2000–2003 contient toujours des considérations de... politique financière, avec mesu-

(Suite à la page 2)



res d'assainissement au niveau fédéral et coupes budgétaires pour le domaine R&D même si ce secteur est reconnu essentiel en raison de l'importance de la formation et de la recherche pour le bien-être du pays (Conseil fédéral 1998, pp. 128–129). On ne peut donc qu'espérer qu'une réflexion politique dépasse le cadre de ces louables intentions pour esquisser une stratégie de génération; on peut aussi imaginer une nouvelle structure de financement des projets de recherche qui prenne en considération les frais induits (overhead) touchant notamment les locaux, l'infrastructure, la bureautique et des équipements scientifiques, autant d'éléments liés.

Avec ces aménagements – de facto une révolution depuis les années 60 – la fonction principale de la politique de la recherche ne serait plus réduite à une redistribution des financements disponibles ou à un effet de conjoncture, mais plutôt à une politique à long terme qui motiverait les institutions universitaires en leur évitant des «stop and go» très préjudiciables.

Informations complémentaires:

blepori@unisi.ch

Rapport complet:

<http://ospf.epfl.ch/General/Cahiers/Resourcues/05-Lepori.pdf>

Nouveau président de la CRUS

Après un mandat de trois ans en tant que Président de la Conférence des Recteurs des Universités Suisses (CRUS), le Prof. Christoph Schäublin, Recteur de l'Université de Berne, a été relayé le 1^{er} avril 2002 par son collègue lausannois, le Prof. Jean-Marc Rapp.

Le juriste Jean-Marc Rapp (né en 1951) est Recteur de l'Université de Lausanne depuis 1999. Il a participé de manière déterminante au projet de coopération et aux nouvelles orientations stratégiques des Universités de Genève et Lausanne et de l'EPFL. Depuis 1989, il est professeur ordinaire de droit des obligations et de droit commercial à l'Université de Lausanne. Il a exercé la fonction de juge au Tribunal cantonal vaudois (1986–1993) et s'est engagé comme conseiller communal à Lausanne et comme député au Grand Conseil vaudois (1995–1998). Avant son entrée en fonction en tant que recteur, il a effectué un stage de plusieurs mois à la Direction Générale XV de la Commission européenne à Bruxelles, se familiarisant ainsi non seulement avec le droit européen, mais également avec les structures et les procédures de la politique et de l'administration de l'UE.

Curriculum vitae: www.unil.ch/central/org/aut/aut_jmrapp.html

Informations complémentaires: www.crus.ch

Dix ans en dix lignes

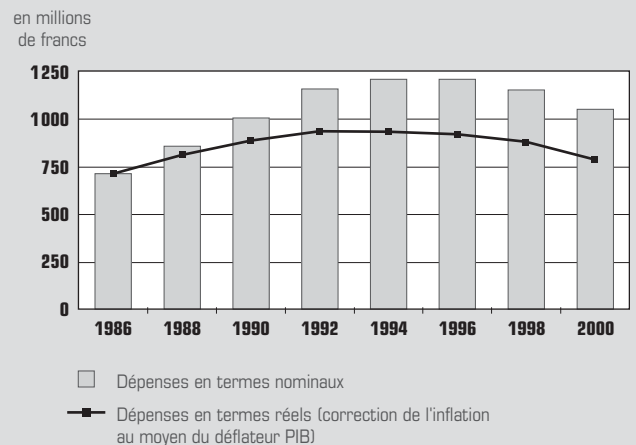
«Les dépenses consacrées au domaine Formation-Recherche-Technologie sont en baisse depuis des années comparées à celles consenties en faveur d'autres domaines prioritaires de la Confédération. Elles ont diminué de près de 0,7% au cours des années 1990 et ne représentent aujourd'hui que quelque 7% du total des dépenses de la Confédération. Parallèlement, le nombre des étudiants, par exemple, augmente chaque année de près de 1%. Il en résulte un écart toujours plus grand qui nous inquiète et que nous entendons combler par des mesures et des budgets appropriés dans le cadre du Message pour les années 2004 à 2007 actuellement en préparation.»

Ruth Dreifuss, Conseillère fédérale
Berne, 18 avril 2002

Ruth Dreifuss et Pascal Couchepin font cause commune pour la promotion de la formation et de la recherche

La cheffe du Département fédéral de l'intérieur (DFI), Madame la conseillère fédérale Ruth Dreifuss, et le chef du Département fédéral de l'économie (DFE), Monsieur le conseiller fédéral Pascal Couchepin, ont tous deux réaffirmé, jeudi 18 avril 2002 à Berne devant les médias, la place prioritaire, au point de vue économique et social, de la formation, de la recherche et de la technologie dans notre pays. Conscients de la nécessité de conserver et de consolider la bonne position occupée jusqu'ici, ils ont souligné l'importance de conduire de nouvelles réformes et de procéder aux investissements requis. Madame Dreifuss et Monsieur Couchepin s'engagent en faveur d'un accroissement significatif de 6,5% des moyens dédiés à la formation, à la recherche et à la technologie dans la période de crédit 2004 à 2007.

Evolution des dépenses de R&D de la Confédération de 1986 à 2000



Evolution des dépenses de R&D de la Confédération de 1986 à 2000: dépenses R&D de l'Administration fédérale et du Fonds national suisse de la recherche scientifique (en termes réels).

Source: Office fédéral de la statistique.

La recherche à l'horizon 2010 sous la loupe du CASS

Le Conseil des académies scientifiques suisses (CASS) s'est penché sur les perspectives de la recherche à l'horizon 2010. A la clé: six propositions de thèmes prioritaires qui permettront à la recherche suisse de consolider sa place sur la scène internationale, mais aussi de répondre aux exigences spécifiques de la société helvétique. On trouve comme avant-poste du rapport «Recherche en Suisse: Horizon 2010» l'approvisionnement en énergie, sur lequel doivent se concentrer les efforts de la science à l'avenir. Les autres thèmes prioritaires du Conseil ont trait à la position de l'individu dans la société: observation de l'évolution politique, économique et sociale de notre pays; analyse critique du passé (en particulier de l'histoire suisse des 19^e et 20^e siècles); développement durable des écosystèmes; recherche sur les dimensions éthiques des avancées médicales et technologiques; analyse de la remise en question des buts de la médecine au sein de la société.

Informations complémentaires: sagw@sagw.unibe.ch

Collaboration de trois universités romandes au sein du «Triangle azur»

Le 1^{er} février, l'Université de Neuchâtel a rejoint la coordination des Universités de Genève et Lausanne, initiée en 1996, dans une convention nommée «Triangle azur». Ce rapprochement, dicté par le souci de toujours améliorer la qualité de l'enseignement et de la recherche, implique que les trois institutions travailleront de concert dans le cadre d'un conseil rectoral tripartite. Quatre grands objectifs ont été définis d'ici 2004: le développement d'écoles doctorales communes, la représentation des trois institutions dans les comités de nomination des professeurs, l'application coordonnée et concertée du processus de Bologne ainsi qu'une réflexion commune sur des enseignements partagés. Les Universités de Genève, Lausanne et Neuchâtel souhaitent en outre entamer l'évaluation de disciplines communes à des fins de coordination ou de restructuration éventuelles: l'idée est de créer des pôles de spécialisation et de permettre aux étudiants de suivre des cours du 1^{er} et du 2^e cycle indifféremment dans les trois universités. Si ce projet aboutit – il est à l'étude en théologie – une répartition des compétences s'effectuera entre les Universités de Genève, Lausanne et Neuchâtel. Cette nouvelle étape complète et renforce la coopération universitaire initiée dans le cadre des projets «Science, Vie, Société» (EPF Lausanne et Universités de Genève et Lausanne) et BeNe-Fri (Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg).

Informations complémentaires:

- Maurice Bourquin, recteur de l'Université de Genève: maurice.bourquin@rectorat.unige.ch
- Jean-Marc Rapp, recteur de l'Université de Lausanne: jean-marc.rapp@ddroit.unil.ch
- Denis Miéville, recteur de l'Université de Neuchâtel: denis.mieville@lettres.unine.ch

Révision partielle de la loi sur les EPF: Message transmis au Parlement

Le Conseil fédéral a transmis au Parlement son Message concernant la révision partielle de la Loi sur les écoles polytechniques fédérales. Selon le Département fédéral de l'intérieur, la révision proposée porte unique-

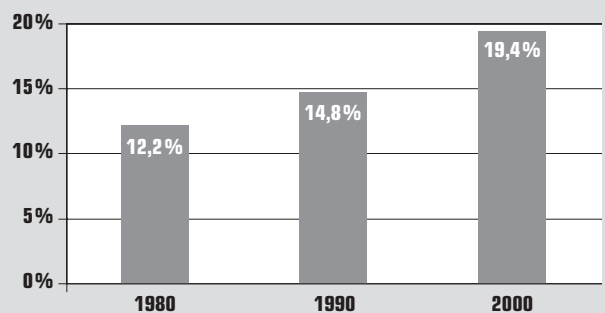
ment sur des objets qui appellent des ajustements immédiats. Elle confère notamment davantage d'autonomie aux institutions du domaine des EPF et pose les bases légales nécessaires à la gestion du domaine des EPF par mandat de prestations et enveloppe budgétaire.

La révision partielle de la Loi sur les EPF constitue une étape nécessaire qui permet aux EPF de jouer un rôle actif dans la transformation du paysage universitaire suisse et dans les réseaux internationaux du savoir.

La révision partielle proposée crée une base légale actualisée pour le domaine des EPF.

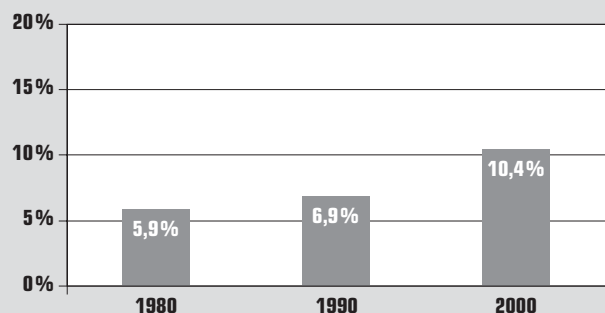
Tous les documents relatifs à la préparation du message sont disponibles à l'adresse: www.gwf-gsr.ch

Taux d'entrées dans les hautes écoles en 1980, 1990 et 2000



Pourcentage d'étudiants débutants par rapport à la population résidente permanente âgée de 21 ans

Taux de diplômes universitaires en 1980, 1990 et 2000



Pourcentage de titres (licences, diplômes et examens fédéraux) obtenus par rapport à la population résidente permanente de 27 ans

Informations complémentaires: www.education-stat.admin.ch

Impressum

Réseau Future
Thunstrasse 7, 3005 Berne
Tél. 031 356 53 63, Fax 031 356 53 50
info@futureteam.info – www.futureteam.info

© Reprise autorisée avec mention de la source

FUTURE

Informationsnetzwerk Wissenschaft & Politik

Mai 2002

Editorial

Bildung: ein soziales und wirtschaftliches Element im Zentrum des nationalen Gleichgewichts

Um die Situation des Bereichs Bildung, Forschung und Technologie (BFT) darzustellen, genügen folgende Feststellungen:

Seit einem Vierteljahrhundert und verstärkt seit einem Jahrzehnt haben die Investitionen stagniert oder sind gar zurückgegangen.

In der gleichen Zeit nahm die Zahl der Studierenden der Tertiärstufe (universitäre Hochschulen und Fachhochschulen) stark zu.

Die interinstitutionelle Zusammenarbeit hat zugelegt. Die Politiker kennen und anerkennen diese Effizienzsteigerungen kaum genügend.

Bei der BFT-Botschaft 2004–2007 muss man sich klar sein, dass nur eine Erhöhung von 6,5 bis 10% zur Diskussion stehen darf. Darunter würden wir Russisches Roulette spielen. Wir sollten überdies nicht mehr nur für vier Jahre, sondern für eine Generation planen, um kurzfristige Schwankungen aufgrund der Wirtschafts- und Finanzlage zu vermeiden.

Selbstverständlich sind Prioritäten zu setzen und Synergien zu nützen. Wir müssen aber eine klare Langzeitstrategie mit nationaler Perspektive entwickeln. Dabei sollten wir den Mut aufbringen – jenseits von ausgetretenen Pfaden – die Verantwortlichkeiten des Bundes, der Kantone und der Hochschulen neu und klar zu definieren. Hier müssen wir durch, damit in der Tat und nicht bloss in frommen Vorsätzen die Bildung vorerst in ihrem eigenen Wert, dann aber auch als entscheidendes Element für die Erhaltung des Sozialstaates und einer fruchtbaren sozio-ökonomischen Entwicklung erkannt und anerkannt wird.

*Nationalrat Dr. phil. Hans Widmer,
Mitglied des Büros von Team Future*

Öffentliche F&E-Finanzierung in der Schweiz: Von der Finanzpolitik zur politischen Strategie

Eine Studie über die öffentliche Finanzierung von Forschung und Entwicklung (F&E) in der Schweiz in den Jahren 1968 bis 1998 belegt über den gesamten Zeitraum eine «sehr grosse Stabilität», aber auch eine markante Abnahme in den letzten 10 Jahren. Der Bericht von Benedetto Lepori (Università della Svizzera italiana) zeigt klar auf, dass die öffentlichen F&E-Investitionen hauptsächlich von finanz- und konjunkturpolitischen Überlegungen abhängen. Was doch zu denken gibt ...

Die Auswertung der Daten zur F&E-Finanzierung der letzten dreissig Jahre ist deshalb besonders aufschlussreich, da gegenwärtig die Botschaft über die Förderung von Bildung, Forschung und Technologie (BFT) in den Jahren 2004–2007 vorbereitet wird.

Zunächst fällt ein Bruch ins Auge: Ab 1975, nach einer mehr als zwanzig Jahre dauernden Schönwetterperiode seit dem Zweiten Weltkrieg, steigen die Ausgaben der öffentlichen Hand (Bund und Kantone) für F&E nicht mehr in gleicher Masse an wie zuvor. Seit Mitte der Neunziger Jahre stagnieren sie oder sind sogar real leicht rückläufig – während die Zahl der Studierenden kontinuierlich zunimmt.

Die Ursachen für diesen Trend

Eine mögliche Erklärung für diesen Verlauf ist die Erkenntnis, dass die Höhe der für die Finanzierung von Forschung und Hochschulen verfügbaren Beträge hauptsächlich vom Zustand der öffentlichen Haushalte und insbesondere von den Budgets des Bundes abhängt. Seit den Siebzigerjahren zählt die Forschung nicht mehr zu den Lieblingskindern der Bundesfinanzen: In Krisenzeiten muss sie, wie andere Aktivitätsbereiche des Staates, mit Kürzungen rechnen. Dies geht auch aus den jüngsten Botschaften über die Förderung der Forschung hervor: Die globalen Entwicklungsziele für die Ausgaben in diesem Bereich werden mit finanzpolitischen Erwägungen begründet.

Entscheidender Einfluss der Konjunktur

Zwischen 1973 und 1983 wurde aufgrund der Wirtschafts- und Konjunkturschwäche auch bei den F&E-Ausgaben des Bundes die Bremse angezogen. Zudem verwarf das Volk – hauptsächlich aus finanzpolitischen Gründen – 1978 das neue Bundesgesetz über die Förderung der Hochschulen und der Forschung.

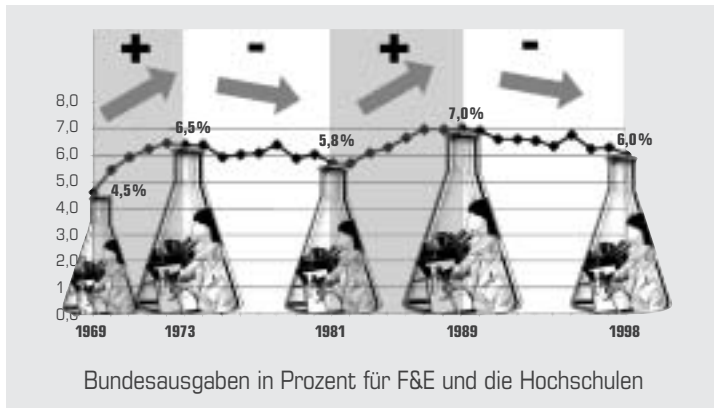
Umgekehrt war in den Jahren zwischen 1983 und 1992 die Wirtschaftslage günstig, was einen markanten Anstieg der Ausgaben für F&E und für die Hochschulen ermöglichte. Wobei festzuhalten ist, dass die Mittel der Forschung stärker anstiegen als jene der Hochschulen. Dass 1983 – endlich – das Forschungsgesetz in Kraft treten konnte, hatte mit Sicherheit ebenfalls einen Einfluss auf diese Entwicklung.

Seit 1992 schliesslich sehen sich sowohl die Hochschulen als auch die Forschung mit einer anhaltenden Stagnation der bereitgestellten Mittel konfrontiert. Real, unter Berücksichtigung der Inflation, sind sie sogar zurückgegangen.

2003–2015: hin zu einer politischen Strategie?

Hervorzuheben ist zudem, dass auch die BFT-Botschaft 2000–2003 finanzpolitische Erwägungen enthält – Sanierungsmassnahmen auf Bundesebene und Budgetkürzungen für die F&E – auch wenn anerkannt wird, dass der BFT-Bereich wegen seiner Bedeutung für

(Fortsetzung auf Seite 2)



die Wohlfahrt unseres Landes zentral ist (Bundesrat 1998, S. 130–131). Es bleibt nur zu hoffen, dass der politische Entscheidungsprozess den Rahmen der löblichen Absichten sprengt und zur Ausarbeitung einer neuen Strategie Hand bietet. So wäre eine neue Finanzierungsstruktur für Forschungsprojekte denkbar, bei der die Fixkosten (der sogenannte Overhead) für Räumlichkeiten, Infrastruktur, Büroausrüstung oder wissenschaftliche Geräte ebenfalls berücksichtigt werden.

Mit solchen Anpassungen – die de facto einer Revolution seit den Sechzigerjahren gleichkommen würden – wäre die Forschungspolitik nicht mehr als Anhängsel der Konjunktur auf die bloße Umverteilung der verfügbaren Finanzierungsmittel beschränkt. Sie würde vielmehr zu einer langfristigen politischen Aufgabe, welche die höchst nachteiligen «Stop-and-go»-Effekte vermeidet und damit nachhaltig zur Motivationssteigerung der Hochschulinstitutionen beitragen könnte.

Kontakt:
blepori@unisi.ch

Vollständiger Bericht:
<http://osps.epfl.ch/General/Cahiers/Resources/05-Lepori.pdf>

Neuer Präsident der CRUS

Nach einer Amtszeit von insgesamt drei Jahren als Präsident der Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten (CRUS) ist Prof. Christoph Schäublin, Rektor der Universität Bern, per 1. April 2002 von seinem Lausanner Kollegen, Prof. Jean-Marc Rapp, abgelöst worden.

Der Jurist Jean-Marc Rapp (geb. 1951) ist seit September 1999 Rektor der Universität Lausanne. Er war massgeblich an den Kooperationsprojekten und strategischen Neuausrichtungen der Universitäten Genf und Lausanne sowie der EPFL beteiligt. Seit 1989 ist Jean-Marc Rapp ordentlicher Professor für Handels- und Vertragsrecht an der Universität Lausanne. Er war als Richter am kantonalen Gericht tätig (1986–1993) und engagierte sich politisch im Gemeinderat von Lausanne und im Grosse Rat des Kantons Waadt (1995–1998). Vor seinem Amtsantritt als Rektor hatte er sich während einiger Monate als Stagiaire in der Generaldirektion XV der Europäischen Kommission in Brüssel nicht nur mit dem europäischen Recht, sondern auch mit den Strukturen und Abläufen der EU-Politik und -Administration vertraut gemacht.

Lebenslauf: www.unil.ch/central/org/aut/aut_jmrapp.html
Weitere Informationen: www.crus.ch

Zehn Jahre auf zehn Zeilen

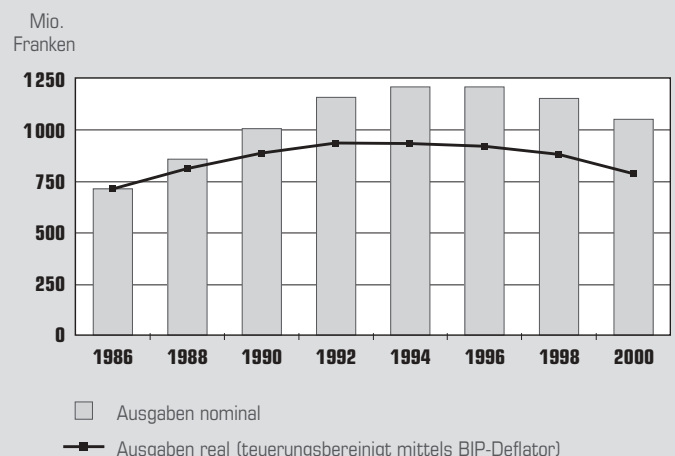
«Die Ausgaben sind für den Bereich Bildung-Forschung-Technologie im Vergleich mit jenen für die übrigen prioritären Aufgabenbereiche des Bundes seit Jahren im Sinken begriffen. Sie sind im Verlauf der Neunzigerjahre anteilmässig um rund 0,7 Prozent gesunken und ziehen heute noch rund sieben Prozent des Ausgabentotal des Bundes auf sich. Gleichzeitig steigt beispielsweise die Zahl der Studierenden jedes Jahr um rund ein Prozent. Dies ergibt eine sich mehr und mehr öffnende Schere, die uns beunruhigt und der wir im Rahmen der sich in Vorbereitung befindenden Botschaft für die Jahre 2004 bis 2007 mit entsprechenden Massnahmen und Budgets begegnen wollen.»

Ruth Dreifuss, Bundesrätin
Bern, 18. April 2002

Ruth Dreifuss und Pascal Couchepin: gemeinsam für Bildung und Forschung

Die Vorsteherin des Eidgenössischen Departements des Innern (EDI), Bundesrätin Ruth Dreifuss, und der Vorsteher des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements (EVD), Bundesrat Pascal Couchepin, bekräftigten am 18. April 2002 in Bern gemeinsam vor den Medien die prioritäre Bedeutung von Bildung, Forschung und Technologie für Gesellschaft und Wirtschaft in unserem Land. Um die heute gute Position zu halten und auszubauen, seien weitere Reformen, aber auch Investitionen erforderlich. Dreifuss und Couchepin setzen sich dafür ein, die Mittel für Bildung, Forschung und Technologie in der Kreditperiode 2004–2007 deutlich zu erhöhen, nämlich um 6,5 Prozent.

Entwicklung der F&E-Aufwendungen des Bundes von 1996–2000



Entwicklung der F&E-Aufwendungen des Bundes 1986–2000: F&E-Aufwendungen der Bundesstellen und des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (reale Ausgaben).

Quelle: Bundesamt für Statistik.

Forschungshorizont 2010 unter der Lupe des CASS

Der Rat der schweizerischen wissenschaftlichen Akademien (CASS) hat eine Studie über die Perspektiven des Forschungshorizonts 2010 verfasst. Sie enthält sechs Vorschläge für vorrangige Forschungsthemen, die einerseits den Platz der Schweizer Forschung auf dem internationalen Parkett stärken sollen und andererseits den Anforderungen der schweizerischen Gesellschaft gerecht werden. In erster Linie erwähnt der Bericht «Forschung in der Schweiz: Horizont 2010» die Energieversorgung, auf die sich die Wissenschaft in Zukunft konzentrieren soll. Die weiteren prioritären Themen des CASS befassen sich mit der Stellung des Individuums in der Gesellschaft: die politische, wirtschaftliche und soziale Entwicklung unseres Landes; die kritische Durchleuchtung der Vergangenheit (insbesondere der Schweizer Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts); die nachhaltige Entwicklung der Ökosysteme; die Forschung über ethische Aspekte des medizinischen und technologischen Fortschritts sowie die Infragestellung der Ziele der Medizin innerhalb der Gesellschaft.

Weitere Informationen: sagw@sagw.unibe.ch

Zusammenarbeit dreier Universitäten im Rahmen des «Triangle azur»

Am 1. Februar 2002 hat sich die Universität Neuenburg in einem Abkommen unter der Bezeichnung «Triangle azur» dem 1996 gegründeten Verbund der Universitäten Genf und Lausanne angeschlossen. Im Hinblick auf die ständige Qualitätsverbesserung in Lehre und Forschung haben die drei Institutionen einen gemeinsamen Rektoratsrat eingerichtet, dessen Mitglieder eng zusammenarbeiten wollen. Bis 2004 sollen vier Hauptziele erreicht werden: die Entwicklung gemeinsamer Graduiertenkollegien, die Vertretung aller drei Institutionen in den Berufungsausschüssen, die koordinierte und zielgerichtete Umsetzung des Bologna-Prozesses sowie das Erarbeiten von Ideen für gemeinsame Lehrveranstaltungen.

Die drei Universitäten wollen ausserdem eine Evaluation gemeinsamer Disziplinen durchführen, um eine allfällige Koordination oder Restrukturierung in Angriff nehmen zu können. Geplant ist die Schaffung von Kompetenzzentren und der Möglichkeit, dass die Studierenden die Vorlesungen des Grund- und Hauptstudiums nach Wahl an allen drei Universitäten besuchen können. Hat das Projekt Erfolg – zur Zeit wird das Fach Theologie geprüft – werden die Kompetenzen zwischen den Universitäten Genf, Lausanne und Neuenburg neu verteilt.

Diese neue Phase vervollständigt und vertieft die universitäre Zusammenarbeit, die im Rahmen der Projekte «Science, Vie, Société» (ETH Lausanne und Universitäten Genf und Lausanne) und des Kooperationsverbunds BeNeFri (Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg) eingeleitet worden ist.

Kontakt:

- Maurice Bourquin, Rektor der Universität Genf:
maurice.bourquin@rectorat.unige.ch
- Jean-Marc Rapp, Rektor der Universität Lausanne:
jean-marc.rapp@ddroit.unil.ch
- Denis Miéville, Rektor der Universität Neuenburg:
denis.mieville@lettres.unine.ch

Teilrevision des ETH-Gesetzes: Botschaft an das Parlament

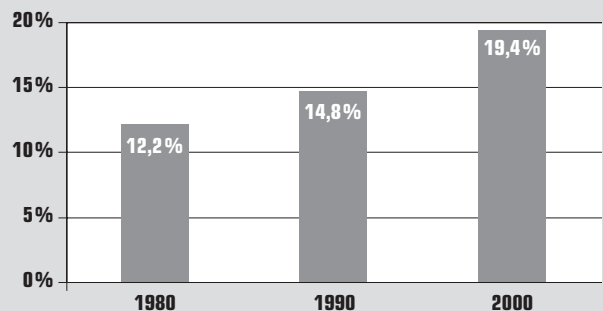
Der Bundesrat hat den Eidgenössischen Räten seine Botschaft zu einer Teilrevision des Bundesgesetzes über die Eidgenössischen Technischen Hochschulen unterbreitet. Gemäss dem Eidgenössischen Departement des Innern beschränkt sich die vorgeschlagene Teilrevision auf die Gebiete mit aktuellem Anpassungsbedarf. Der Entwurf sieht unter anderem mehr Autonomie für die Institutionen des ETH-Bereichs und die gesetzliche Verankerung des Leistungsauftrags vor.

Die Teilrevision des ETH-Gesetzes ist eine notwendige Etappe, die es den ETH erlauben wird, sich aktiv an der Neugestaltung des schweizerischen Hochschulsystems und den internationalen Wissensnetzwerken zu beteiligen.

Die vorgeschlagene Teilrevision des ETH-Gesetzes will eine aktualisierte juristische Grundlage für den ETH-Bereich schaffen.

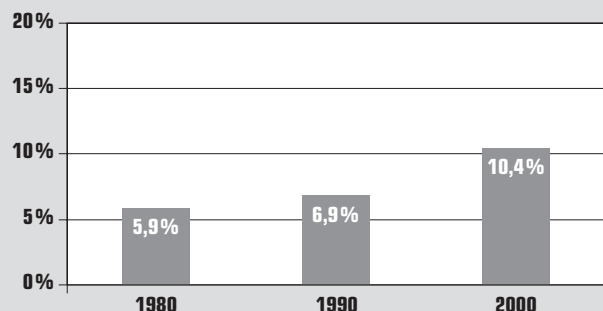
Die Dokumente über die Vorbereitung der Botschaft können unter folgender Adresse eingesehen werden: www.gwf-gsr.ch

Hochschuleintrittsquote 1980, 1990 und 2000



Prozentsatz der Studienanfänger und -anfängerinnen im Verhältnis zur 21-jährigen ständigen Wohnbevölkerung der Schweiz.

Hochschulabschlussquote 1980, 1990 und 2000



Prozentsatz der Hochschulabschlüsse (Lizenzierte, Diplome und Staatsexamen) im Verhältnis zur 27-jährigen ständigen Wohnbevölkerung in der Schweiz.

Weitere Informationen: www.education-stat.admin.ch

Impressum

Netzwerk *Future*
Thunstrasse 7, 3005 Bern
Tel. 031 356 53 63, Fax 031 356 53 50
info@futureteam.info – www.futureteam.info

© Wiederverwendung der Artikel unter Quellenangabe erlaubt